

Unité départementale des Côtes d'Armor

Plérin, le 15 juin 2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 09/06/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **LIDL SNC**

Zone Artisanale de Kertedevant  
22170 CHATELAUDREN-PLOUAGAT

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/06/2022 dans l'établissement LIDL SNC implanté Zone Artisanale de Kertedevant 22170 CHATELAUDREN-PLOUAGAT. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été déclenchée de manière réactive, suite à un incendie survenue dans la nuit du 8 au 9 juin 2022.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LIDL SNC
- Zone Artisanale de Kertedevant 22170 CHATELAUDREN-PLOUAGAT
- Code AIOT dans GUN : 0005521814
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

Le site de Chatelaudren-Plouagat a été autorisé par arrêté préfectoral du 9 novembre 2020 mais n'avait pas été mis en exploitation lors de la survenue de l'incendie.

Il s'agit d'une plateforme logistique destinée à alimenter les magasins du groupe LIDL, dont le début d'exploitation était prévu au cours du premier trimestre 2023.

L'entrepôt en cours de construction était donc vide au moment du sinistre.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

La visite avait pour objectif d'évaluer la situation et de prendre les premières mesures de mise en sécurité du site le cas échéant.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire
Incident / accident – Information de la DREAL	Code de l'environnement du 01/01/2000, article R512-69
Rapport d'incident ou d'accident - Transmission	Code de l'environnement du 01/01/2000, article R512-69

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection rappelle que ses services doivent être alertés par l'exploitant lui-même lors de la survenue d'un accident, et ce dès que possible.

Elle demande par ailleurs à ce qu'un rapport d'accident lui soit transmis sous 8 jours selon les formes prévues par le code de l'environnement (art. R. 512-69). Celui-ci pourra être par la suite complété avec l'ensemble des éléments collectés par l'exploitant et permettant d'éclairer les services préfectoraux sur la causes et les conséquence de l'incendie.

## 2-4) Fiches de constats

**Nom du point de contrôle :** Incident / accident – Information de la DREAL

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2000, article R512-69
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Déclaration d'incident
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant d'une installation soumise à autorisation , à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.
<b>Constats :</b>  L'inspection note que l'exploitant n'a pas informé directement la DREAL du sinistre en cours. L'information lui a été communiquée via la presse locale en début de matinée.  L'inspection des installations classées s'est rendue sur place dans la matinée du 9 juin, accompagnée de la DDTM des Côtes d'Armor.  Sur place étaient notamment présents le personnel de LIDL, celui du maître d'œuvre, la maire de la commune de Chatelaudren-Plouagat ainsi que le président de la communauté de communes (Leff Armor Communauté).  L'inspection demande à la SNC LIDL d'explicitier comment elle a été informée de son côté et quelles dispositions elle envisage de mettre en oeuvre afin que les services de l'inspection puissent être alertés directement à l'avenir en cas de sinistre.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Nom du point de contrôle :</b> Rapport d'incident ou d'accident - Transmission
<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2000, article R512-69
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Remise d'un rapport
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant « au préfet et » à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement « les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'accident est survenu dans la nuit du 8 au 9 juin 2022. Le départ de feu a eu lieu vers 22h40 et l'incendie s'est rapidement propagé : 22 000 m<sup>2</sup> ont été détruits sur les 56 000 m<sup>2</sup> existants. La plateforme, qui avait été autorisée par arrêté préfectoral du 09/11/2020, n'avait pas encore été mise en exploitation : les travaux de construction étaient donc toujours en cours et l'entrepôt était vide. La mise en service était envisagée au cours du 1er trimestre 2023.</p> <p>Environ 110 pompiers ont été mobilisés au cours de la nuit. Deux pompiers ont été incommodés au cours de leur intervention.</p> <p>L'échangeur de Kertedevant (Nationale 12) a été interdit mais ni la N12 ni la voie ferrée n'a été fermée à la circulation.</p> <p>Des bouteilles de gaz servant aux travaux en cours sur la plateforme ont été prises dans l'incendie et ont explosé à l'intérieur de l'entrepôt provoquant des détonations entendues par les riverains. Des débris enflammés de l'entrepôt ont également été projetés dans les alentours immédiats. Trois maisons riveraines ont été évacuées par précaution (avec l'aide de la mairie).</p> <p>A son arrivée sur le site, l'inspection a pu constater que le brasier était éteint : les pompiers sur place continuaient cependant à arroser la partie endommagée pour éviter une reprise de l'incendie.</p> <p>La majorité de l'eau utilisée pour l'extinction a été vaporisée au moment de l'extinction. Aucun écoulement périphérique n'a été constaté (constat réalisé avec les services de la DDTM) : l'eau résiduelle (quelques cm de hauteur au plus) a été confinée au sein des cellules de stockage elles-mêmes.</p> <p>L'inspection a ainsi pu constater que les 2 bassins destinés au confinement n'avaient pas collecté d'eau d'extinction liée à l'incendie. Par précaution, les vannes situées en aval des ces deux bassin ont cependant été fermées dans le courant de la journée. Aucun écoulement n'a eu lieu dans le ruisseau de Maros adjacent qui constitue l'exutoire des rejets d'eau pluviale. La zone humide la plus proche n'a pas été impactée.</p> <p>Au départ de l'inspection, le site a été placé sous la surveillance des SDIS restés sur place pour prévenir toute reprise éventuelle. Une surveillance ultérieure par une entreprise de gardiennage privée mandatée par la SNC LIDL prendra le relais.</p> <p>Au terme des constats dressés sur place, l'inspection demande à ce qu'un rapport d'accident lui soit transmis dans le délai de 15 jours comme exigé par l'article R. 512-69 du Code de l'Environnement. Il devra en particulier mentionner :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. les circonstances et la description précise de l'accident et de sa chronologie (avec, en particulier, un plan localisant le sinistre, la liste des produits potentiellement présents en nature et quantité),</li> <li>2. les causes identifiées de l'accident,</li> </ol>

3. les effets et conséquences sur les personnes : nombre de victimes éventuelles, riverains évacués ou confinés, durée d'intervention des services de secours, etc.

4. les effets et conséquences potentielles sur l'environnement (volume d'eau utilisée - dont les eaux d'extinction incendie, surface de sol ayant pu être polluée le cas échéant...),

5. les mesures prises pour pallier ces effets et remédier à ces conséquences ainsi que les mesures de surveillance environnementales éventuellement à engager,

6. les mesures prises ou prévues pour éviter un accident ou un incident similaire,

7. le cas échéant, une première estimation des conséquences économiques (dommages matériels, nettoyage, décontamination, réhabilitation... ) pouvant permettre au Préfet d'estimer la situation.

L'inspection a attiré l'attention de l'exploitant sur la nécessité de la tenir régulièrement informée de l'évolution de la situation ainsi que de tout nouvel incident qui pourrait y être lié (reprise de feu, pollution).

Les contrôles d'accès au site doivent par ailleurs être assurés, ainsi que la surveillance de l'entrepôt permettant d'identifier toute reprise éventuelle du feu.

La gestion des déchets issus de l'incendie (y compris éventuellement les eaux d'incendie) et leur traitement dans des filières adaptées feront l'objet d'une attention particulière. Elle sera décrite et assortie de justificatifs appropriés (nature, qualité, quantité et filières d'élimination choisies).

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Proposition de suites :** Sans objet